

## Libération de 50 prisonniers de guerre au Burundi

PANA, 20/05/2009 Bujumbura, Burundi - Quelque 50 prisonniers de guerre des Forces nationales de libération (FNL) ont quitté la prison centrale de Bujumbura mercredi pour leurs domiciles respectifs dans le cadre de la mise en application effective de l'accord de cessez-le-feu liant le dernier mouvement rebelle du pays au pouvoir central burundais. Ces libérations concernent une liste de 203 prisonniers politiques et de guerre des FNL qui doivent quitter les différentes maisons de détention du pays en vertu d'une récente ordonnance du ministre burundais de la Justice.

Les représentants du gouvernement et ceux des FNL au sein du Mécanisme conjoint de vérification et de suivi (MCVS) de la mise en application de l'accord de cessez-le-feu ont polémique sur le nombre d'une centaine de prisonniers restant introuvables, alors que l'ordonnance ministérielle les mentionnait nominativement parmi ceux qui devaient recouvrer la liberté. D'après les explications du représentant du gouvernement au MCVS, le général Lazarre Nduwacu certains d'entre eux se seraient évadés de la prison, tandis que d'autres se seraient fait inscrire deux fois sur les listes candidats aux libérations. Le représentant des FNL au MCVS, Rubin Tubirabe, de son côté, a tenu le gouvernement responsable des prisonniers politiques et de guerre rebelles qui viendraient à manquer à l'appel. La journée de mercredi a été également glorieuse pour 4 cadres des FNL dont des nominations à d'importants postes diplomatiques et administratifs ont été approuvées par le Sénat burundais. L'accord de cessez-le-feu prévoit en tout 33 nominations cadres des FNL à différents postes de responsabilité. Sur le plan militaire, 3.500 ex-combattants rebelles ont déjà été désarmés, démobilisés et réintégrés dans les différents corps de défense et de sécurité gouvernementaux, 5.000 autres sont retournés à la vie civile. Le suspens reste, par contre, entier en ce qui concerne la place que devra occuper le leader des FNL, Agathon Rwasa. Le Burundi est à une année de nouvelles élections générales et nombreux sont ceux, dans les milieux des analystes des questions politiques nationales à Bujumbura qui prêtent l'intention à M. Rwasa de se présenter plutôt que des échéances électorales de 2010 que des "miettes" que le gouvernement peut lui donner.